

une bonne volonté soutenue. Cela nous apparaît cependant plus probable dans le cadre de projets de grande envergure, où des ententes spéciales et expérimentales peuvent être passées, qu'à l'intérieur d'interventions pointues et ponctuelles.

Une autre contrainte importante vient des modes de fonctionnement habituels des collèges, particulièrement au niveau de la gestion du personnel et des conventions collectives. Celles-ci sont souvent rigides et permettent difficilement par exemple d'obtenir la souplesse requise dans l'utilisation des ressources du «régulier».

Quant à la notion de profit, elle nous cause bien des problèmes; certains considèrent malsain et contraire à notre mission d'en faire, d'autres nous reprochent de ne pas en faire assez.

Il est aussi très difficile de faire correspondre les échéanciers que nous imposent les années financières, les budgets fermés, annuels, les congés et vacances des professeurs avec les besoins de l'entreprise.

Nous ne pourrions certes pas tout changer d'un coup; il n'est d'ailleurs pas souhaitable de le faire car l'intervention en entreprise ne représente qu'une petite fraction de l'ensemble des activités d'un collège. Mais nous pouvons au moins développer des attitudes qui nous permettront d'être plus crédibles sur le marché de la formation et nous assureront que notre implication n'est pas un feu de paille.

- Il faut d'abord soigner de façon particulière toute la relation de fournisseur à client, en adaptant nos produits aux besoins de l'entreprise et en fournissant d'abord un excellent rapport qualité-prix et ensuite un «service après-vente» hors pair.

- Nous devons développer une approche professionnelle et adapter nos modes de fonctionnement à ceux des entreprises.

- Il est essentiel que nous fassions preuve de grande ouverture d'esprit face aux valeurs et attitudes véhiculées par l'entreprise.

- Il faut que notre approche soit souple, ouverte, facilement adaptable aux besoins changeants des diverses entreprises. Nous pouvons «vendre certaines recettes», mais il faut les adapter aux ingrédients disponibles.

- Enfin, il faut nous doter des outils appropriés: plan de communication-marketing; offres de services uniformes, complètes et détaillées; rapports d'étapes et communications constantes avec le client; comptabilité et facturation selon les pratiques comptables et commerciales acceptées; infrastructure de support aux intervenants suffisante: secrétariat, équipement informatique, etc.

Conclusion

Que cela nous plaise ou non, nous vivons dans un monde concurrentiel. La formation sur mesure en entreprise n'est pas une nouvelle mode mais bien plutôt une des conditions de notre survie et de notre progrès comme société. C'est elle qui va assurer l'adaptation de notre main-d'oeuvre aux changements technologiques essentiels pour garder notre productivité industrielle à des niveaux compétitifs. C'est aussi elle qui va permettre à nos gestionnaires d'acquérir ou de développer des habiletés leur permettant de faire l'utilisation maximale de leurs ressources humaines et matérielles.

Grâce aux programmes de soutien gouvernementaux, elle aidera de larges couches de la population à améliorer leur «employabilité» ou leur mobilité; combinée à l'appui qu'elle fournira aux nouveaux entrepreneurs, cette dimension fera de la formation en entreprise un des éléments essentiels de la création de nouveaux emplois.

Elle contribuera aussi à prévenir les pertes de temps et de matériel et à améliorer les facteurs de santé et de sécurité au travail.

La formation en entreprise constitue donc un facteur de progrès social, et en cela elle rejoint la mission première des collèges qui est l'éducation, qu'elle soit générale ou spécialisée, théorique ou pratique, aux jeunes ou aux adultes.

Tous les intervenants doivent donc se concerter pour en faire un projet collectif cohérent et efficace car elle est tout autant la responsabilité des milieux de l'éducation, de l'entreprise que des gouvernements. Dans ce milieu propice et à la condition de se doter des outils et de développer les attitudes requises, les collèges deviendront des P.M.E. de la F.M.E. et bien plus.

Note

Le présent document est tiré de l'expérience vécue par les intervenants en entreprise et les conseillers pédagogiques du Service de l'éducation des adultes du cégep de Chicoutimi.

Pour la partie «Les règles du jeu», nous tenons à remercier M. Claude Major, psychologue et consultant en formation de Gestion Champ Doré inc., pour les outils d'analyse et l'approche articulée qu'il nous a démontrée lors d'une session de formation récente intitulée «Pré-requis pour réussir une intervention efficace auprès de l'entreprise».

Communication de

Gaétan POIRIER

Directeur

Centre spécialisé de robotique

Cégep de Lévis-Lauzon

Chacun d'entre vous connaît ce petit jeu qui consiste à faire passer quatre lignes droites par neuf points disposés en carré sans soulever son crayon. Il s'agit d'un exercice qu'on ne réussit que lorsqu'on a compris qu'il n'est pas interdit de sortir du cadre suggéré par la disposition des points. C'est à ce genre d'exercice que je souhaite vous faire participer par ma brève intervention de cet après-midi.

Bien sûr, j'ai hésité avant de décider si je vous informerais, dès le début ou bien à la fin de ma communication, du caractère provocateur de ma démarche, mais j'ai vite compris que si j'attendais à la fin je risquais de n'être suivi que par peu de personnes. Alors je vous le dis dès maintenant: ne me prenez pas trop au sérieux; mon approche d'aujourd'hui de la formation sur mesure n'est pas inspirée d'une thèse de doctorat de Harvard, et elle ne s'appuie sur aucune bibliographie (ou médiagraphie) sérieuse. Pourtant, de la formation sur mesure, j'en ai vu et fait depuis 1971, même si certains prétendent qu'à cette époque ça n'existait pas. J'ai réfléchi sur le concept, sur les techniques, sur le financement, sur la gestion de la formation sur mesure et j'ai même écrit là-dessus des lettres touchantes à la Commission de formation professionnelle de ma région sans être sûr d'avoir été compris. Alors, aujourd'hui, je tente une autre approche, et je vous pose la question: le cégep peut-il éviter de faire de la formation sur mesure?

À partir d'ici, il pourra vous sembler que j'ai perdu de vue la formation sur mesure, mais ne vous inquiétez pas, j'y reviendrai. J'aurais eu le goût de partir d'Aristote ou de Platon, pour vous montrer que j'ai fait des études classiques, mais ma thèse, pour être crédible, ne peut remonter plus loin qu'à Charlemagne, celui qui aurait inventé l'école.

Avez-vous déjà réalisé qu'avant lui, on ne faisait que de la formation sur mesure? Bien sûr, je réfère ici à la formation accessible au peuple en général, aux paysans, aux artistes et artisans de tout acabit, et non à l'instruction dispensée par des précepteurs aux aristocrates.

En ces temps-là, les savoirs utiles et les habiletés se transmettaient au rythme des besoins de l'employeur et des capacités d'apprentissage de l'élève, sans contrainte de temps ni de lieu. Le peuple avait les connaissances utiles, et l'aristocratie se réservait la formation fondamentale. Beau partage n'est-ce pas?

Et voilà qu'avec le temps, on trouve que la transmission des connaissances utiles est trop lente, on commence à penser productivité et on réalise longtemps avant Adam Smith que le chômage est utile dans une société, puisqu'il fait diminuer le coût de la main-d'oeuvre. Et l'on met tout le monde (enfin un certain nombre) aux mathématiques et à l'écriture. Comme il s'agit là de connaissances non immédiatement rentables pour l'entreprise, il faut inventer l'école. Et nous y voilà!

Puis l'école a évolué, malheureusement, oui malheureusement, puisqu'elle en est arrivée à se considérer comme une fin en soi et non comme un moyen. Dégagée des contraintes de la

productivité et des savoirs utiles, l'école a développé son propre rationnel (et ses propres ratios), ses propres finalités: la tête bien faite et le diplôme d'études collégiales (D.E.C.). Pendant qu'elle se regardait, fière d'elle-même, de moins en moins sensible à son environnement, cet environnement, lui, cherchait des substituts à l'école.

Pourtant depuis des années et même des générations, des alarmes se font entendre, mais l'école les entend peu. Périodiquement, quand un Frère Untel sort de l'anonymat ou quand les pavés pleuvent, comme en 68, l'école se réajuste, mais lentement, en ayant bien soin de préserver ses acquis. Et il faut le dire, l'environnement est complaisant pour l'école. Y a-t-il meilleure garderie? Les adolescents n'y sont-ils pas mieux qu'à fumer dans les arcades et les jeunes adultes n'ont-ils pas avantage à poursuivre un doctorat plutôt que de conduire un taxi? Et que ferait-on de ces enseignants et de ces directeurs d'école, aux mains pleines de pouces, si demain on réduisait l'école au rôle que voulait lui confier Charlemagne?

Dans mes fonctions actuelles, j'ai souvent l'occasion de rencontrer des dirigeants d'entreprises et des fonctionnaires. Des deux côtés de la clôture, on se vante d'accueillir les nouveaux employés par cette phrase «Aujourd'hui, mon homme, ou ma petite fille, oublie ce que tu as appris à l'école, tu commences à travailler!»

N'est-il pas devenu évident, en 1988, que ce que l'école aspire à devenir et ce que l'on attend diverge de plus en plus?

N'est-il pas devenu évident aussi qu'à l'intérieur même de l'école deux conceptions s'affrontent: celle de l'école utilitaire et celle de la tête bien faite?

N'est-il pas devenu évident aussi que l'école ne veut rien céder? Que l'école pense pouvoir tout faire?

L'école est devenue un couteau de scout, avec sa cuillère, son ouvre-boîte, son tire-bouchon et son coupe-ongles; il donne l'heure, mais il a de la difficulté à couper une ficelle.

Peu à peu, on a pris l'habitude de confier à l'école publique les choses non importantes, les choses qui peuvent attendre, les choses que l'on veut expérimenter, les choses qu'on peut reprendre si ça ne fonctionne pas. Et pour les choses sérieuses, il faut faire affaire avec le privé «Au Collège O'Sullivan, préparez-vous à travailler» dit la publicité.

La formation sur mesure, j'y reviens enfin, n'est pas autre chose que la réaction de l'école, particulièrement l'école publique, devant une part du marché qui lui échappe.

Après le D.E.C. trop long, comportant des objectifs d'études dont les gens pressés ne voient pas l'utilité (français, philosophie et éducation physique), on a inventé le certificat d'études collégiales (C.E.C.) et les attestations d'études collégiales (A.E.C.) de toutes sortes. Les A.E.C. ne suffisent plus, on passera du prêt-à-porter au sur mesure. Et quand le sur mesure ne se vendra plus, on fera du personnalisé ou, pourquoi pas, du «ad hoc».

Les cégeps sont-ils en train de devenir des P.M.E. de la formation sur mesure? Peut-être, mais pourquoi pas?

La formation sur mesure est certes une réponse appropriée à un vrai besoin ressenti à la fois par des employeurs qui introduisent de nouvelles technologies et par des employés qui veulent s'y adapter. L'école de Charlemagne avait été conçue pour ne durer qu'un temps, mais Charlemagne n'avait pas prévu la supra-conductivité, ni que mon grand-père assisterait à la fois

à la naissance de l'automobile, de la télévision en couleur et des ordinateurs.

Charlemagne a vécu et si c'est vraiment lui qui a inventé l'école, chapeau! Mais ne lui reprochons pas d'avoir inventé un moyen inapproprié pour les années quatre-vingt-dix. La formation sur mesure, c'est une réaction sur mesure à un problème vécu par une institution dont la raison d'être a évolué avec le temps. Faute d'une réflexion globale ou d'un consensus sur le rôle de l'école, on y ajoute des fonctions, plus ou moins compatibles avec ses fonctions antérieures.

Fait à remarquer cependant, l'école se construit toujours par addition, jamais on retranche, tout au plus change-t-on les responsabilités de niveau et encore. Certains apprentissages, comme celui du traitement de texte, se font aussi bien au secondaire qu'à l'université.

Si l'on n'y prend garde, dans quelques années la formation sur mesure aura peut-être justement fait disparaître cette notion de niveau (ou d'ordre pour les puristes) que les systèmes d'éducation ont réussi à maintenir depuis des générations.

La formation sur mesure contribuera sans doute aussi à relativiser sinon à dévaloriser la diplomation. Les savoirs utiles étant éphémères, le marché du travail, véritable marché boursier des diplômes, se chargera certainement d'en établir les cotes.

Et quand on ne saura plus très bien si le diplômé du secondaire n'en sait pas plus que l'universitaire, quand on ne fera plus la différence entre l'attestation fournie par l'Église de scientologie et le doctorat de l'U.Q.A.C., existera-t-il autre chose que de la formation sur mesure?

Je n'ai pas la réponse à ma question et, comme vous le voyez, la question elle-même sort du cadre de référence qu'on a soumis à la réflexion de cet atelier.

Pourtant je suis convaincu que le concept de formation sur mesure questionne l'école en profondeur, et je suis convaincu également que les cégeps ne disposent pas de 20 autres années pour trouver leur raison d'être.

Il y a quelques jours, le ministre Claude Ryan, pour annoncer sa participation au présent colloque, déclarait que les cégeps commençaient à l'intéresser puisqu'enfin, on parlait de formation fondamentale.

M. Pierre Lucier, également dans son discours d'ouverture, nous a rappelé que ce qu'il y a de plus fondamental pour l'école, c'est la formation fondamentale.

Faudrait-il avoir deux types de cégeps? Ou un petit cégep qui ferait de la formation sur mesure dans le gros, ou vice versa?

Charlemagne n'étant plus là pour nous répondre, saurons-nous nous réinventer une école répondant aux besoins des années 2000?

Il le faudra et pour ce faire, il faudra sortir du cadre trop étroit dans lequel l'école s'est elle-même enfermée.

E • Scolarisation et professionnalisation des femmes

PROBLÉMATIQUE

On a assisté ces dernières années à un renversement complet de la sous-scolarisation des femmes, problème constaté lors des réformes en éducation à la fin des années soixante. Aujourd'hui, les femmes sont, au cégep, majoritaires et présentes dans des programmes où elles n'étaient pas auparavant. Leur taux de réussite est supérieur à celui des hommes. Cependant, on constate quelques lacunes: taux élevé d'étudiantes dans des disciplines qui leur sont traditionnellement réservées: techniques infirmières, techniques de secrétariat, pour ne mentionner que celles-là. La scolarisation et la professionnalisation des femmes ne se réduit pas à un calcul numérique de la proportion des femmes par rapport aux hommes, mais aux chances d'accès à des professions satisfaisantes quant au salaire et à la promotion.

La scolarisation et la professionnalisation des femmes: est-ce un problème définitivement réglé? Peut-on considérer cela comme un acquis qu'il n'est plus nécessaire de protéger ou mieux de promouvoir?

Communication de

Lise HORTH

Conseillère pédagogique

Cégep Ahuntsic

SCOLARISATION ET PROFESSIONNALISATION DES FEMMES!

Le questionnement qui nous est proposé dans le cadre de cet atelier est le suivant: «La scolarisation et la professionnalisation des femmes: est-ce un problème définitivement réglé? Peut-on considérer cela comme un acquis qu'il n'est plus nécessaire de protéger ou mieux, de promouvoir?»

Dans le but de répondre à ce questionnement aussi global que fondamental, il serait peut-être intéressant de s'interroger, dans un premier temps, sur les actions qui ont effectivement permis le renversement à la positive du taux de scolarisation des femmes ou plutôt qui ont favorisé l'accès des femmes à la formation collégiale et, dans un deuxième temps, d'identifier l'ampleur et la teneur des acquis. Il va sans dire que je ne vous ferai pas un inventaire exhaustif de ces actions, mais je tenterai plutôt de vous présenter un portrait d'ensemble de ce qui s'est réalisé en matière d'accès à la scolarisation et à la professionnalisation des femmes au Québec depuis l'avènement des cégeps.

Il faut d'abord souligner que le contexte socio-économique de la fin des années soixante a permis la mise en oeuvre d'un processus de transformations sociales dont le système scolaire a largement profité. En effet, c'est la structure globale du système scolaire qui a été repensée et remodelée en corres-

pondance avec les prises de conscience sociales, politiques et culturelles et avec la réorganisation en profondeur de l'infrastructure économique qui commandait une plus grande diversification et qualification de la main-d'oeuvre. La restructuration du système scolaire a donné lieu, comme elle le proposait et qu'il nous est précisément donné de le constater 20 ans plus tard, à l'augmentation de l'accessibilité aux études post-obligatoires pour l'ensemble de la population québécoise.

Dans cet ordre d'idées, la scolarisation des femmes s'est accrue simultanément à leur intégration de plus en plus massive au marché du travail et particulièrement dans le secteur économique des services alors en croissance. Cependant, cette scolarisation des femmes et leur intégration au marché du travail rémunéré s'inscrivaient dans le prolongement de leur rôle traditionnel de mères et de ménagères et, à titre d'exemple, nous pensons aux services de santé, aux services d'éducation, aux services publics.

Toutefois, parallèlement à ces transformations politiques, culturelles, économiques et structurelles, un des champs de prise de conscience collective importants a été celui de la condition féminine. Le discours et l'action du mouvement féministe des 20 dernières années ont mis à jour la discrimination systémique et systématique vécue par les femmes dans la société. Les études féministes ont nommé et expliqué la domination sociale, culturelle, affective, politique, sexuelle et économique des femmes, domination qui s'enracine dans la distinction sexuelle des rôles sociaux. C'est à ce mouvement que nous devons la prise en considération de la problématique de la scolarisation et de la professionnalisation des femmes dans le réseau de l'éducation.

En effet, c'est dans la foulée de la pénétration sociale de l'intervention et des revendications féministes liées à l'évolution de la société québécoise des années soixante-dix que le Conseil du statut de la femme voit le jour. Ses travaux et la publication du document *Pour les Québécoises: égalité et indépendance en 1978*, démontrent, entre autres, l'importance de la prise en considération du dossier de la condition féminine dans les milieux de l'éducation. Les conclusions de cette volumineuse recherche révèlent notamment que le milieu scolaire, au même titre que les autres milieux sociaux, est marqué du sceau du sexisme autant dans ses structures que dans sa culture.

À l'instar de ces constatations, plusieurs actions seront conduites pour favoriser l'élimination du sexisme dans le réseau de l'éducation. Les actions menées ont visé plusieurs objectifs et ont été portées par divers groupes d'intervenantes scolaires et politiques. Le ministère de l'Éducation a particulièrement oeuvré et oeuvre encore dans le domaine de la déséxiation des matériels de l'éducation incluant les manuels scolaires, les documents d'information scolaire et professionnelle, le matériel didactique, etc. Depuis quelques années, il s'intéresse particulièrement au dossier de l'orientation professionnelle des filles.

Les comités de condition féminine locaux et nationaux, majoritairement liés aux structures syndicales, ont particulièrement travaillé et travaillent encore aujourd'hui à l'amélioration des conditions de travail des femmes, à la considération des enjeux sociaux de la maternité et de l'accès des femmes au travail rémunéré. De plus, la sensibilisation du milieu collégial relativement à l'identification et à la reconnaissance des situations de discrimination sociale vécue par les femmes, a consti-

tué l'oeuvre principale des comités de condition féminine dans les cégeps. L'objet de cette sensibilisation s'articule autour des réalités économiques, politiques et culturelles... de la domination des femmes. Ces comités de condition féminine ont amorcé des discussions dans les cégeps sur la division sexuelle du monde du travail et de l'éducation, les stéréotypes sexuels, le harcèlement sexuel, la violence faite aux femmes, la pornographie, etc.

Parallèlement à ces actions syndicales et gouvernementales, des interventions initiées par des femmes et des hommes préoccupés par les conditions d'études des filles ont contribué à l'émergence d'une meilleure compréhension de la problématique de la scolarisation et de la professionnalisation des femmes. On pense, entre autres exemples ici, aux études et recherches conduites au cégep de Rosemont, aux travaux produits par le cégep de Rimouski, au projet d'intervention du cégep Vanier, etc.

Les acquis de toutes ces actions et interventions individuelles et collectives se concrétisent dans le réseau de l'enseignement collégial par la majoration du taux de scolarisation des femmes et par l'amélioration des conditions de travail des intervenantes. Ils se concrétisent, par ailleurs, par une prise de conscience collective de la discrimination subie par les femmes et par une certaine considération de l'importance de cette problématique dans le monde de l'éducation.

Cependant, et ceci nous ramène à la problématique de départ, il subsiste quelques lacunes. Une première, évidente, concerne les taux très faibles d'inscription des filles dans les programmes de formation dits d'avenir ou liés aux secteurs économiques en expansion. Dans les faits, elles sont carrément absentes dans certains programmes de formation professionnelle alors qu'elles sont encore massivement et majoritairement présentes dans des programmes qui se situent dans le prolongement du rôle traditionnel des femmes. De plus, ces programmes, à en juger par la situation actuelle des femmes sur le marché du travail, les conduisent à des emplois à l'avenir incertain, aux conditions de travail précaires et aux salaires insatisfaisants. Une deuxième lacune, un peu moins évidente que la première, concerne la perspective avec laquelle les femmes s'insèrent dans un processus de formation professionnelle ou s'intègrent au marché du travail rémunéré.

En effet, force nous est de constater que malgré tous les efforts déployés jusqu'à maintenant, les étudiantes se projettent dans l'avenir dans une perspective tout à fait différente de celle de leurs semblables masculins aussi bien par les choix professionnels qu'elles font et qui se situent dans le prolongement du rôle traditionnellement accordé aux femmes, que dans leur façon d'opposer dans leur choix de vie, leur vie familiale à leur vie professionnelle et de privilégier la première. Les garçons, quant à eux, se dirigent tout droit dans leur vie d'adulte sans se questionner sur un éventuel choix à faire entre la vie familiale voire la vie de parent et la vie professionnelle.

Face à ce constat, devons-nous conclure à l'échec des interventions, à l'inconscience des filles et des femmes qui s'obstinent à s'inscrire dans un processus de formation qui les mène quasi directement à la misère ou peut-être assistons-nous là à la participation systémique du réseau collégial, à la perpétuation du double standard hommes-femmes?